

**FRANCOIS
HOLLANDE**

Mr Jean-Pierre SEROIN

Mr Jean-Felix VALLAT

Maison des agriculteurs Français D' Algérie
95 Rue D'Amsterdam
75008 PARIS

Paris le 30 Avril 2012

Messieurs les Présidents,

Vous m'avez saisi des attentes exprimées par les rapatriés qui adhèrent à vos associations en les situant au regard de l'exigence de justice qui structure ma campagne présidentielle

Mes réponses seront guidées par cette exigence

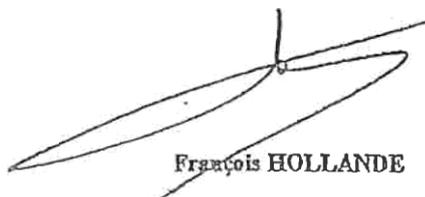
S'agissant du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie au sujet duquel vous m'interrogez, je saluerai cet événement émancipateur au nom de la France si nos concitoyens me confient la charge de président de la république.

La justice me conduira également à reconnaître que la France n'a pas su, alors qu'elle aurait du, se préoccuper activement du sort des français d'Algérie, préparer leur arrivée en métropole lorsque celle ci est devenue inéluctable et les accueillir avec la fraternité qui est pourtant consubstantielle à la république.

Vos associations estiment que l'indemnisation des biens expropriés après la colonisation de l'Afrique du nord est insuffisante. Le candidat sortant a saisi de ce dossier en 2007 le conseil économique et social et environnemental qui n'a pas répondu d'une façon favorable à vos thèses. Je ne peux vous donner aucune garantie à ce sujet. Néanmoins, après le retour à l'équilibre budgétaire, je demanderai à une commission composée du premier président de la cour des comptes et des présidents des commissions des finances des deux assemblées du parlement de faire un bilan de l'indemnisation, notamment en la comparant à celles décidées par d'autres états décolonisateurs (Grande-Bretagne, Italie, Portugal, etc.). Si ce constat révèle une injustice flagrante, au détriment des rapatriés et si les priorités du pays le permettent alors, les pouvoirs publics examineront la question.

D'une façon générale, si je deviens le 6 mai prochain le chef de l'état, je demanderai au Gouvernement d'engager et de poursuivre dans la durée, avec vos associations, un dialogue constructif et confiant, spécialement pour les réinstallés en situation de détresse sociale.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Présidents, l'expression de ma considération la plus distinguée



François HOLLANDE